

Atelier Parlons Bouffe du 11 décembre 2020

Militer pour mieux manger au Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles, 1970-2000

Présenté par Caroline Durand, Professeure au département d'histoire, Trent University

Entre 1970-2000, la communauté de Pointe-Saint-Charles vit une période difficile et remplie d'activisme. On assiste au déclin des activités industrielles, à une augmentation très rapide du coût des aliments et ce territoire devient un lieu de grande pauvreté. Cette communauté, située dans le sud-ouest de l'île de Montréal, est caractérisée géographiquement par certaines particularités, notamment le fait qu'elle est enclavée par des cours d'eau et par des réseaux routiers et ferroviaires. Des actions locales sont mises de l'avant et on assiste à la création de la première clinique de santé communautaire. Dans les années 1980, on constate l'apparition de banques alimentaires afin de pallier les trous sociaux. À partir de ce moment, on s'intéresse particulièrement à l'impact de la pauvreté sur la qualité de l'alimentation. Par ailleurs, divers événements surviennent et amènent la population à remettre en doute leur confiance envers la classe politique et de leur intérêt pour la qualité de l'alimentation de la population, notamment en suspectant des liens entre la classe politique, le crime organisé et le monde des affaires.

C'est au courant de cette période qu'un organisme situé au Carrefour d'éducation populaire de la Pointe-Saint-Charles prend place, soit le Groupe Action-Alimentation (1970-1990 selon les archives). Le Groupe Action-Alimentation privilégie la pédagogie horizontale. Ce groupe est composé de femmes, principalement des ménagères ouvrières et des femmes sans emploi qui souhaitent contrer leur isolement, et qui possèdent une éducation formelle limitée. Jocelyne Leduc-Gauvin, diététiste qui travaille à Pointe-Saint-Charles, connue pour son expertise sur les liens pauvreté-santé et qui publie dans les médias, se joint au groupe. Le Groupe Action-Alimentation organise des événements portant sur divers sujets liés à l'alimentation, et met de l'avant diverses actions par leur visibilité dans les journaux, par exemple par la description de la situation alimentaire dans le quartier, la diffusion d'informations pratiques, en sensibilisant les gens, en stimulant la solidarité par la critique et la dénonciation et par le soutien pour des demandes spécifiques à l'État et aux entreprises privées. Les activités du groupe amènent les femmes notamment à publier un livre « Manger mieux, à quel prix? », partager des recettes et des stratégies pour identifier les bons spéciaux et économiser, etc. Le groupe va également relever les prix et les comparer, mener un sondage sur les achats des aliments (où sont achetés les aliments, combien ça coûte, etc.) et sur la manière dont sont distribués les spéciaux dans un mois typique. Par leurs recherches, le groupe fait le constat qu'entre 1970 et 1980, la situation s'aggrave et il n'est plus question d'alimentation mal équilibrée, mais plutôt de faim. Pendant cette même période, le groupe documente les changements dans le quartier, notamment la diminution des épiceries et des restaurants pour laisser plus de place aux dépanneurs et aux casse-croûtes. Ces changements augmentent le niveau de difficulté pour les gens de Pointe-Saint-Charles à se nourrir adéquatement. Le groupe réalise également une recherche sur l'alimentation en milieu de travail, auprès de plus de 50 manufactures. Ce projet vise à déterminer quels milieux de travail possèdent une cafétéria et ce qu'on y offre, la présence d'un réfrigérateur pour le rangement des lunchs, ce que les gens mangent pour le dîner, le temps accordé au dîner, combien coûte un lunch comparativement au salaire horaire, etc. On s'intéresse aux habitudes individuelles, mais également à savoir comment le milieu de vie dans ce contexte économique influence les habitudes alimentaires. Ces recherches deviennent la pierre d'assise de ce groupe dans leurs activités de sensibilisation.

Vers les années 1980, via l'implication de Jocelyne dans ce groupe, on assiste à une amplification de la voix des femmes de la classe ouvrière, qui dénoncent certaines stratégies marketing et critiques du gouvernement envers le Guide alimentaire canadien et l'industrie agroalimentaire. Ce groupe de Pointe-Saint-Charles veut stimuler la solidarité de classe, en allant plus loin que les simples conseils nutritionnels de base. On parle d'alimentation, mais toujours à partir d'une identité de classe très forte, très affirmée et solidaire. Le groupe de femmes veut critiquer, dénoncer et militer pour changer les autres, pleinement conscient des enjeux politiques impliqués. Le groupe mène des activités de recherche pour prouver que les pauvres ont faim, et montrer que cette faim est le résultat d'éléments systémiques d'inégalités profondes et de décisions politiques.

Le Groupe Action-Alimentation disparaît vers les années 2000. Les raisons demeurent inconnues mais on peut penser que cela s'explique par faute de financement, en raison du départ de l'animatrice du groupe, des changements survenus dans le quartier et nécessitant moins la pertinence de la présence de ce groupe (p.ex. le niveau d'éducation s'améliore et la recherche académique devient plus présente). Quoiqu'il en soit, le sujet continu à être débattu, mais autrement et via d'autres forums. Les impacts du Groupe Action-alimentation sont nombreux, notamment l'effet de leurs activités du point de vue de la sensibilisation, de changements au niveau de la perception, de la réflexion et du comportement individuel et de l'envie pour certaines femmes de s'impliquer dans la société.